

2 juillet 2010

TCHAD

L'insécurité bloque la réalisation de solutions durables pour les personnes déplacées

En milieu d'année 2010, l'Est du Tchad comptait environ 170 000 personnes déplacées réparties dans 38 camps. Ces personnes ont été déplacées à cause de conflits armés internes, de violences interethniques pour l'accès aux terres et aux ressources naturelles, et d'attaques contre les civils par des bandes armées. La majorité des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (personnes déplacées) a peu ou pas de moyens de subvenir à ses besoins, ce qui rend l'aide humanitaire indispensable. Le Tchad accueille également 270 000 réfugiés soudanais dans 12 camps situés le long de la frontière orientale avec le Soudan, et 81 000 réfugiés centrafricains dans 11 camps situés le long de la frontière Sud avec la RCA.

Le suivi continu de la situation dans les camps de personnes déplacées a montré que les principaux risques relatifs à la protection sont l'insécurité, la circulation d'armes légères et la violence contre les femmes, y compris la violence domestique, le mariage précoce et/ou forcé et les mutilations génitales féminines (MGF). Les enfants déplacés sont également exposés à un éventail de menaces. Dans les camps de déplacés, ils ont un accès limité à l'enseignement primaire et aucune chance de poursuivre leur scolarité au-delà du primaire. En juin 2010, le Tchad a été l'un des six pays africains à signer la Déclaration de N'Djamena contre le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats.

Depuis 2008, plus de 30 000 personnes déplacées ont regagné leurs villages d'origine. Cependant, la plupart ont été contraintes de rentrer parce qu'elles n'avaient pas accès à des terres ou à des activités génératrices de revenus dans les camps. On s'attendait à des mouvements de retour importants en 2010. Cependant, le retrait programmé des troupes de maintien de la paix de l'ONU au Tchad rend peu probable que les conditions propices au retour durable des personnes déplacées soient en place dans un futur proche.

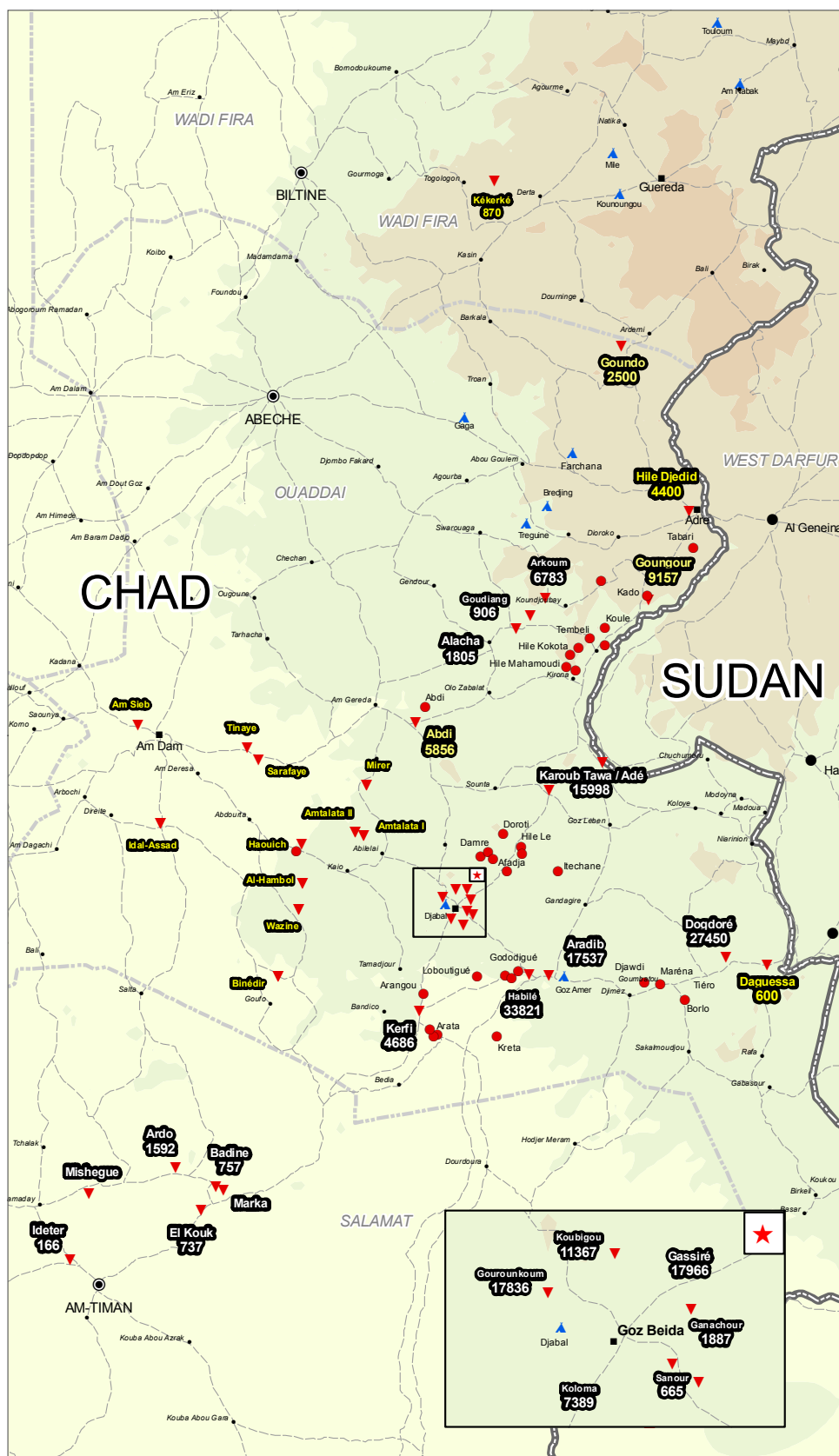
Le gouvernement a pris des mesures pour répondre à la situation des personnes déplacées, mais leur impact reste limité. En 2007, il a créé un comité national chargé d'aider les personnes déplacées, le Comité national d'assistance aux personnes déplacées (CNAPD), mais ce Comité dispose de ressources budgétaires et humaines limitées et il n'a livré en définitive qu'une aide sporadique. Le gouvernement n'a pas encore adopté une législation nationale pour protéger les personnes déplacées.

Eastern Chad - IDPs Figures

Jan 2010 - 170,131 as of Dec. 09



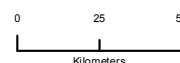
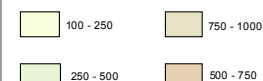
OCHA



- ▼ IDPs sites
- ▲ Refugees Camps
- Returnees' villages
- ABC XXX Returnees
- ⊙ Regions capitals
- Major places
- Populated places
- Roads & Tracks
- Regions boundaries
- International boundaries

OUADDAI Region name

SUDAN Country name

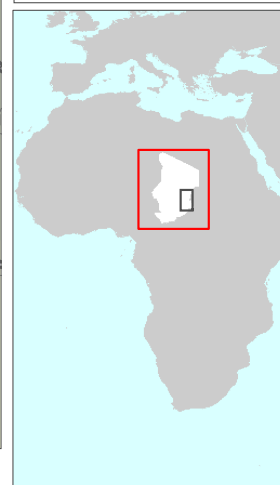


United Nations Office for the Coordination of the Humanitarian Affairs (OCHA)
Sub-Office of Abéché
BP 906 Chad
<http://ochaonline.un.org/chad>
gueye10@un.org

Map Doc Name: EasternChad_IDPFigures_Apr09
GLIDE Number:
Creation Date: 01/05/2009
Projection/Datum: WGS84
Web Resources: <http://ochaonline.un.org/chad>
Nominal Scale at A4 paper size: 1 centimeter = 19 kilometers

Map data source(s):
UNCS, UNHCR, OCHA

Disclaimers:
The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.



Disclaimer: The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. Map data source(s): UN Cartographic

Source: UN OCHA

D'autres cartes sont disponibles à l'adresse www.internal-displacement.org

Contexte et causes des déplacements

Sur les 11,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (personnes déplacées) en Afrique, trois millions vivent dans le « triangle des conflits » régional formé par l'Est du Tchad, le Darfour et le Nord de la République Centrafricaine (RCA). Le triangle est caractérisé par des conflits armés interdépendants, des niveaux d'insécurité élevés malgré la présence des troupes internationales de maintien de la paix, la présence généralisée d'armes légères et des déplacements forcés à l'intérieur et au-delà des frontières. En 2010, le Tchad, le Soudan et la RCA ont été classés parmi les dix pays les plus « faillis » du monde, le Tchad arrivant en deuxième position juste après la Somalie (Fund for Peace, Failed States Index, 21 juin 2010).

A partir de 2004, la guerre au Darfour a causé un afflux de 270 000 réfugiés dans l'Est du Tchad. Elle a également amené des rebelles du Darfour appartenant à l'ethnie Zaghawa, le même groupe ethnique que le président Idriss Déby du Tchad. La volonté de celui-ci de les laisser mener des opérations à partir de bases situées à l'intérieur du Tchad a incité en retour le gouvernement soudanais à permettre aux rebelles tchadiens d'agir à partir de l'intérieur du Darfour. Les deux gouvernements se sont mutuellement accusés de donner refuge et de financer les groupes armés de l'opposition (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, OCHA, 21 juin 2009). Ils ont en fait mené une guerre par procuration laissant les groupes armés participer aux combats réels (Small Arms Survey, avril 2008).

En 2006, avec ces tensions comme toile de fond, la guerre civile a éclaté au Tchad suite à la modification de la Constitution introduite par le Président Déby pour lui permettre de briguer un troisième mandat. Les rebelles tchadiens basés au Darfour l'ont accusé de limiter les postes gouvernementaux et militaires aux membres de son groupe ethnique minoritaire, et d'utiliser les revenus du

pétrole pour soutenir les forces armées, au lieu d'investir dans les services sociaux et les infrastructures pour développer le pays (International Crisis Group, 26 août 2009). Idriss Déby a été réélu en 2006, mais les résultats ont été contestés par l'opposition politique qui avait boycotté le scrutin. L'opposition n'a jamais accepté la légitimité de son arrivée au pouvoir suite à un coup d'État militaire en 1990. Les tentatives de coup d'État intervenues en 2006, 2008 et 2009 ont montré l'échec des efforts pour consolider la paix au Tchad (OCHA, 21 juin 2009).

La violence interethnique pour l'accès aux terres et aux ressources naturelles, et les attaques contre des civils par des bandes armées sont également à l'origine de déplacements internes dans l'Est du Tchad. En 2006 et en 2007, les milices soudanaises Janjaweed ont effectué des raids de l'autre côté de la frontière contre des villages tchadiens, exploitant des conflits fonciers de longue date entre les groupes ethniques. Elles ont perpétré des violations des droits de l'Homme, y compris des massacres, des viols, des pillages et des incendies de villages, et elles ont été considérées comme la première cause de déplacement (Human Rights Watch, juin 2009). Le Tchad a adopté une stratégie militaire consistant à concentrer les troupes aux points d'entrée principaux le long de la frontière qui a eu pour conséquence de laisser sans protection les villages de l'intérieur du Tchad (Amnesty International, 28 juin 2006).

Si la violence interethnique a considérablement diminué depuis 2007, elle a été remplacée par des attaques généralisées contre les civils, y compris les personnes déplacées, les réfugiés et les travailleurs humanitaires, par des bandes armées et des gangs criminels connus sous le nom de « coupeurs de route » qui agissent en toute impunité. Ces attaques criminelles se sont multipliées, malgré la présence des forces de l'Union européenne, des troupes de maintien de la paix des Nations Unies, et des unités de la police tchadienne chargée de protéger les civils.

Les causes de déplacements internes demeurent inchangées malgré le déploiement de troupes internationales et la signature de plusieurs accords de paix visant à mettre fin à la guerre civile. Plusieurs facteurs rendent peu probable que les conditions d'un retour durable, de l'intégration ou de la réinstallation des personnes déplacées soient réunies dans un futur proche. Parmi eux, le retrait des forces de maintien de la paix des Nations unies programmé pour la fin 2010, la crise alimentaire qui a déjà touché deux millions de personnes au Tchad et qui ne fait que s'aggraver (PAM, 22 juin 2010), les obstacles dans l'accès des organisations humanitaires, et enfin un gouvernement qui est plus tourné vers les dépenses militaires que vers le développement social.

Opérations de maintien de la paix

En réponse à l'augmentation de l'insécurité et des violations des droits de l'Homme dans l'Est du Tchad, le Conseil de sécurité a autorisé en 2007 la création de la MINURCAT, la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad. La MINURCAT a été chargée de contribuer à l'amélioration du système judiciaire du Tchad et de surveiller la situation des droits de l'Homme. Dans le même temps, l'Union européenne (UE) a déployé une force connue sous le nom d'EUFOR pour protéger les personnes déplacées tchadiennes et les réfugiés soudanais, garantir le bon déroulement des opérations humanitaires, et contribuer à rétablir la stabilité.

En l'absence des forces gouvernementales, l'EUFOR s'est avérée incapable d'assurer la sécurité (HRW, juin 2009), et mal équipée pour lutter contre les bandes criminelles (IRIN, 16 mai 2008). L'EUFOR a été remplacée en mars 2009 par les troupes de la MINURCAT avec un mandat prolongé d'une année (Conseil de sécurité des Nations Unies, 14 janvier 2009). Cependant, malgré l'autorisation de déployer 5 200 soldats, la MINURCAT n'a jamais atteint plus de la moitié de ses capacités opérationnelles (Conseil de sécurité, 14 octobre 2009). Cela est dû au manque de ressources et à des problèmes dans

l'acquisition et le transport de matériel par les pays fournissant des troupes.

La MINURCAT était également mandatée pour former une force de police tchadienne spécialisée, connue sous le nom de Détachement Intégré de Sécurité ou DIS afin qu'elle assure la sécurité dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées et qu'elle patrouille dans les principales villes de l'Est du Tchad. En septembre 2009, la MINURCAT avait formé plus de 800 agents du DIS (Conseil de sécurité, 14 octobre 2009). Afin de mieux traiter la violence basée sur le genre, le DIS a recruté et formé un groupe de 80 agents de sexe féminin (OCHA, 30 novembre 2009). Cependant, en raison du manque de capacités et de ressources, seuls ont été mis en place des postes permanents du DIS dans les camps de réfugiés. En conséquence, la plupart des camps de personnes déplacées sont restés dans surveillance, remettant en question l'impact de la création du groupe d'agents féminins du DIS pour garantir la sécurité des femmes et des filles déplacées (PHR, mai 2009). En outre et face à des cas d'abus signalés, les organisations humanitaires ont exprimé de graves préoccupations concernant la conduite des agents du DIS (AI, septembre 2009).

Début 2010, le Président Déby a demandé le remplacement de la composante militaire de la MINURCAT par des forces de sécurité nationale qui assumeraient la responsabilité de la protection des civils dans l'Est du Tchad (ISN, 18 mai 2010). Le Président Déby a souligné que la force avait mis longtemps à se déployer et n'avait pas réussi à protéger les civils ou à construire les projets d'infrastructure promis. En mai 2010, la Résolution 1923 du Conseil de sécurité a décidé le retrait du Tchad de toutes les troupes de la MINURCAT ainsi que sa composante civile pour la fin de l'année 2010.

Accords de paix

En août 2007 le gouvernement du Tchad et l'opposition politique ont signé un accord de

réforme électorale facilitée par l'UE, prévoyant la supervision des élections présidentielles et des élections législatives prévues pour le mois de novembre 2010. En juillet 2009, le gouvernement et une coalition de trois groupes rebelles ont signé un accord de paix à Tripoli, sous le parrainage du gouvernement libyen (ReliefWeb, 26 juillet 2009). Dans les deux cas, les accords excluent certains groupes armés. Les critiques ont souligné la nécessité d'une négociation politique inclusive entre le gouvernement et tous les groupes d'opposition armés ou non armés, pour mettre un terme à la crise politique et à la guerre civile (Enough, février 2008).

Alors qu'ils l'avaient approuvée dans le passé, les observateurs internationaux ont exprimé leur préoccupation de plus en plus vive face à forte influence de la Libye sur les affaires du Tchad. En effet, le président Kadhaï s'est publiquement opposé à la présence de troupes de maintien de la paix de l'UE et des Nations Unies au Tchad et il est soupçonné de soutenir plusieurs groupes rebelles (ICG, 23 mars 2010).

Le Soudan et le Tchad ont rompu leurs relations diplomatiques plus d'une fois, et aucun des nombreux accords de paix qu'ils ont signé n'a réussi à mettre un terme au conflit. Les deux tentatives les plus récentes ont été l'Accord de Dakar de mars 2008 et l'Accord de Doha de mai 2009. Les relations entre les deux pays se sont améliorées depuis une rencontre entre les Présidents qui a eu lieu en janvier 2010, lorsque le Président Déby s'est rendu à Khartoum pour la première fois en six ans. Les deux pays se sont engagés à cesser d'armer ou de servir de refuge aux groupes d'insurgés agissant sur leurs territoires respectifs et à déployer une force conjointe le long de leur frontière commune pour mettre fin à la présence des rebelles (ReliefWeb, 17 juin 2010).

Suite à cet engagement, le gouvernement Soudanais a signé une trêve avec le groupe de rebelles soudanais le plus puissant du Darfour,

le Mouvement pour la justice et l'égalité ou MJE (Conseil de sécurité, 29 avril 2010). Négocié par le gouvernement du Tchad à N'Djamena, l'accord a formellement été signé à Doha (Irish Times, 22 février 2010). La participation du Tchad dans les pourparlers de paix est importante, parce que le Président Déby avait auparavant été accusé de soutenir le MJE, dont les membres appartiennent à la même ethnie que lui, l'ethnie Zaghawa. La réouverture de la frontière entre les deux pays et l'engagement renouvelé en faveur de mesures de sécurité et de surveillance des frontières ont constitué de nouvelles étapes dans la normalisation des relations entre le Soudan et le Tchad.

Crise de la sécurité alimentaire

Le Programme alimentaire mondial estime que deux millions de Tchadiens, y compris les personnes déplacées, sont confrontés à des pénuries alimentaires. Les changements climatiques ont conduit à une grave sécheresse en 2009, paralysant l'agriculture locale et entraînant une chute de 34 pour cent de la production agricole et la perte de 780 000 bovins au cours de l'année (PAM, 2 mars 2010). D'après ONU, l'insécurité alimentaire affectera jusqu'à 18 pour cent de la population (Reuters, 25 février 2010), et risque de provoquer de nouveaux déplacements dans le pays (IRIN, 9 mars 2010).

En décembre 2009, Action contre la Faim a mené une enquête nutritionnelle auprès d'enfants de moins de cinq ans qui a révélé que 29 pour cent d'entre eux souffraient d'insuffisance pondérale. C'est presque le double du seuil d'urgence établi par l'Organisation mondiale de la santé à 15 pour cent (IRIN, 9 mars 2010). L'UNICEF a demandé une rallonge budgétaire de 9,5 millions de dollars pour répondre rapidement et adéquatement à la situation des enfants touchés par la malnutrition aiguë (OCHA, 4 juin 2010).

En Janvier 2010, le Fonds central d'intervention d'urgence a alloué 3,8 millions de dollars aux organisations humanitaires au Tchad pour répondre à la crise alimentaire et à la malnutrition (CERF, avril 2010).

Dernières données sur le déplacement

En Juillet 2010, il y avait environ 170 000 personnes déplacées (OCHA, 4 Juin 2010) réparties dans 38 camps dans l'Est du Tchad (Conseil de sécurité, 29 avril 2010). La majorité des personnes déplacées a peu ou pas de moyens de subvenir à ses besoins, ce qui rend l'aide humanitaire indispensable (OCHA, 30 novembre 2009). Le nombre de personnes déplacées a légèrement diminué par rapport aux 185 000 personnes identifiées par les Nations Unies mi-2008 (OCHA, 9 juin 2008). Si l'on rapporte ces chiffres à la population globale dans l'Est du Tchad, une personne sur cinq est une personne déplacée (Oxfam, avril 2009). Aucun nouveau déplacement n'a été signalé en 2009 ou à ce jour en 2010.

Le Tchad accueille également 270 000 réfugiés soudanais dans 12 camps situés le long de la frontière orientale avec le Soudan, et 81 000 réfugiés centrafricains dans 11 camps situés le long de la frontière du Sud avec la RCA (HCR, 2010).

Besoins de protection et assistance des personnes déplacées

Le suivi continu par le HCR et les ONG partenaires de la situation dans les camps de personnes déplacées a montré que les principaux risques liés à la protection des personnes déplacées sont l'insécurité, la circulation d'armes légères et la violence contre les femmes, y compris la violence domestique, le mariage précoce et/ou forcé et les mutilations génitales féminines (MGF). La violence domestique et les mutilations génitales féminines ont été les deux types les plus fréquents de violence contre les femmes dans les camps de personnes déplacées (OCHA, le 4 mai 2009). La MINURCAT a également documenté les cas de femmes et de filles ayant subi des viols ou d'autres formes de violence sexuelle de la part des membres de l'armée tchadienne et d'autres groupes

armés, y compris les milices (Conseil de sécurité, 29 avril 2010). Toutefois, en l'absence de données et informations complètes, il est difficile de déterminer s'il s'agit d'une caractéristique généralisée du conflit au Tchad (Conseil de sécurité, 13 avril 2010).

Les enfants déplacés sont également exposés à un éventail de menaces. Dans les camps de déplacés, ils ont un accès limité à l'enseignement primaire et aucune chance de poursuivre leur scolarité au-delà du primaire. L'un des problèmes principaux est l'absence d'enseignants qualifiés. L'UNICEF et plusieurs partenaires y compris le Service Jésuite des Réfugiés (JRS) et Première Urgence (PU) ont formé des enseignants dans les communautés déplacées pour combler cette lacune. Le processus s'est cependant avéré peu durable parce que les parents déplacés ont été dans l'impossibilité de payer les salaires. L'UNICEF a continué de faire pression sur le gouvernement pour qu'il recrute des enseignants qualifiés pour travailler dans les camps de personnes déplacées (OCHA, 20 avril 2009).

Conformément à la résolution 1612 du Conseil de sécurité, le Bureau des Nations Unies au Tchad a mis en place un groupe de travail sur les enfants et les conflits armés, co-présidé par la MINURCAT et l'UNICEF. Le Groupe de travail effectue des visites dans les camps de personnes déplacées et de réfugiés pour surveiller le recrutement d'enfants par des groupes armés. En juin 2010, six pays africains ont signé la Déclaration de N'Djamena, un document juridiquement contraignant visant à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats par des forces et groupes armés (HDPT, 14 juin 2010). Le Cameroun, la RCA, le Tchad, le Niger, le Nigeria et le Soudan se sont également engagés à signer le protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (OPAC). Le Tchad et le Soudan ont signé et ratifié l'OPAC. Le Cameroun et le Nigeria l'ont signé, mais n'ont pas encore ratifié. La RCA et le Niger n'ont ni signé ni ratifié (Villages d'Enfants SOS, 6 juin 2010; UNICEF, 6 juin 2010).

Conformément à la résolution 1923 du Conseil de sécurité sur le retrait des soldats de la paix de l'ONU au Tchad, avant fin juillet le gouvernement Tchadien doit présenter un plan d'action devant le Conseil. Ce plan devra montrer comment il entend protéger les civils et comme et garantir un soutien continu pour la nouvelle force de police tchadienne et le DIS déjà mis en place. Bien que le Conseil ait reconnu l'engagement du gouvernement du Tchad à assumer l'entière responsabilité de la protection des civils (Conseil de sécurité, 25 mai 2010), d'autres autorités de l'ONU ont souligné que les forces de sécurité du Tchad n'avaient ni la formation, ni l'autorité ni la capacité technique pour assurer la sécurité des civils (Turtle Bay, 26 mai 2010). D'après les observateurs, il est plus probable que les forces de sécurité nationales concentrent leur attention sur de potentiels offensives de la part des groupes rebelles tchadiens que sur la protection des personnes déplacées et des réfugiés (Diplomacy and Power, 6 février 2010).

Questions liées au retour

Depuis 2008, plus de 30 000 personnes déplacées ont regagné leurs villages d'origine (OCHA, 4 Juin 2010). Cependant, ces personnes sont retournées vers des conditions instables, la plupart ayant été contraintes de rentrer parce que dans les camps elles n'avaient pas d'accès aux terres et à des activités génératrices de revenus.

En Janvier 2010, le PNUD a réuni 150 participants pour un atelier de deux jours ayant pour objectif de définir les moyens de promouvoir la coexistence pacifique des communautés touchées par le conflit dans l'Est du Tchad, et l'intégration durable des populations déplacées retournant dans leurs régions d'origine (PNUD, 5 janvier 2010). L'atelier a réuni des militaires ainsi que des chefs religieux et communautaires du département de Dar Sila, où vivent près de 95 pour cent de toutes les personnes déplacées (HCR, 2008).

Malgré ces initiatives, le retour n'est pas encore une option viable pour la plupart des personnes déplacées dans l'Est du Tchad. Certaines sont encore traumatisées par la violence des déplacements forcés, tandis que d'autres citent comme obstacles majeurs à leur retour : l'insécurité persistante, la perte des terres et des biens et l'absence de services de base dans les villages d'origine (HRW, juin 2009). Alors qu'on s'attendait à des mouvements de retour importants en 2010, du fait du retrait programmé des troupes de maintien de la paix de l'ONU du Tchad il est peu probable que les conditions propices au retour durable des personnes déplacées soient en place dans un futur proche.

Réponses nationales et internationales au déplacement interne

Réponse nationale

Alors qu'il s'agit d'un pays producteur de pétrole, le Tchad est classé 175e sur 182 pays par l'indicateur de développement humain 2009 (PNUD, 2009). La Banque mondiale a financé la construction d'un oléoduc allant du Tchad au port de Kribi et passant par le Cameroun avec pour objectif de réduire la pauvreté au Tchad et d'améliorer la gouvernance grâce à une meilleure utilisation des revenus du pétrole (BM 20 novembre 2009). Six années se sont écoulées depuis que l'oléoduc est devenu opérationnel. Au lieu d'investir dans les services sociaux, de réduire la pauvreté et d'améliorer la gouvernance, autant d'éléments essentiels pour la protection et l'assistance aux personnes déplacées et la réalisation de solutions durables, le Tchad a utilisé les revenus pétroliers supplémentaires pour acheter des armes et lutter contre les groupes d'insurgés.

Le Président Déby a toujours répondu aux attaques violentes des groupes armés en donnant la priorité aux dépenses militaires du Tchad, qui sont passées de 14 à 315 millions de dollars depuis

2000 (SIPRI, 2 juin 2010). En 2007, les dépenses pour les forces armées ont été 4,5 supérieures aux dépenses de santé, d'éducation, et d'autres dépenses sociales prises ensemble (AlterNet, 2 décembre 2009). On estime que les importations d'armes au Tchad en provenance de pays comme l'Ukraine, la Libye, la Belgique, la Chine, les États-Unis, Israël, la Suisse, la Serbie et le Portugal, ont été cinq fois plus élevées entre 2004 et 2008 qu'entre 1999 et 2003 (SIPRI, août 2009).

Le gouvernement a pris des mesures pour répondre à la situation des personnes déplacées, mais leur impact reste limité. En 2007, il a créé un comité national chargé d'aider les personnes déplacées, le Comité national d'assistance aux personnes déplacées (CNAPD), mais ce Comité a des ressources budgétaires et humaines limitées et il n'a livré en définitive qu'une aide sporadique. En 2008, le gouvernement a également mis en place le comité CONAFIT pour coordonner les activités humanitaires avec la MINURCAT, l'EUFOR et les organisations humanitaires travaillant au Tchad. Le gouvernement n'a pas encore adopté une législation nationale pour protéger les personnes déplacées.

En Octobre 2009, l'Union africaine a adopté la Convention sur la Protection et l'Assistance des personnes déplacées en Afrique, le premier instrument régional juridiquement contraignant pour protéger les droits des personnes déplacées. La convention ne peut entrer en vigueur qu'après avoir été ratifiée par 15 États d'Afrique. Le Tchad a signé la Convention mais ne l'a pas ratifiée. Même si le nombre de personnes déplacées au Tchad est moins élevé que dans d'autres pays africains, la ratification de la Convention par le Tchad serait un signe de son engagement envers la protection des droits des personnes déplacées et la réalisation de leur retour durable, de leur réinstallation ou de leur réinsertion. En ratifiant la Convention, le Tchad pourrait servir d'exemple positif pour la région, compte tenu de sa position géopolitique stratégique entre la RCA et le Soudan.

Réponse internationale

La réponse humanitaire de l'ONU est dirigée par le Coordonnateur résident/Coordonnateur humanitaire qui est également le Représentant résident du PNUD. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) est responsable de la coordination des demandes de financement des organisations humanitaires à travers un processus d'appels consolidés (CAP). Plus de 70 organisations humanitaires internationales fournissent une assistance aux communautés déplacées dans l'Est du Tchad, y compris les personnes déplacées et des réfugiés du Darfour. Le système de groupes sectoriels (clusters) a été introduit au Tchad en 2007 pour améliorer la protection et l'assistance aux personnes déplacées par les agences humanitaires. Treize groupes sont maintenant opérationnels au Tchad, y compris le groupe de protection.

En mai 2010, l'appel consolidé pour le Tchad était financé à hauteur de 43 pour cent (OCHA, 4 juin 2010). L'appel pour 2010 s'élève à 458 millions de dollars pour appuyer les activités de secours d'urgence tout en mettant l'accent sur des programmes qui augmentent l'autonomie des communautés déplacées. En mars 2010, le Fonds central d'intervention d'urgence a reconnu que le Tchad se trouve dans une situation d'urgence sous financée, et a alloué 7 millions de dollars pour des programmes d'assistance de survie ciblant environ 800 000 personnes (CERF, avril 2010). L'examen à mi-parcours de l'appel global 2010 pour le Tchad a souligné le besoin urgent de fonds supplémentaires pour répondre à la crise de la sécurité alimentaire qui est en train de se développer (OCHA, 25 mai 2010).

Note: Ce document est un résumé du nouveau profil de déplacement interne pour le Tchad préparé par IDMC. Le profil complet est disponible sur ce [lien](#).

Sources:

Amnesty International (AI), 28 June 2006, Sowing the seeds of Darfur: Ethnic targeting in Chad by Janjawid militias from Sudan

Amnesty International (AI), September 2009, "No place for us here": Violence against refugee women in eastern Chad

AlterNet, 2 December 2009, A Humanitarian Disaster in the Making along the Chad-Cameroon Pipeline – Who's Watching?

Central Emergency Response Fund (CERF), April 2010, CERF in Action

Diplomacy and Power, 6 February 2010, Developments in Chad have international analysts, aid groups and the UN on the edge

Enough Project, February 2008, Is Anyone Serious about Ending the Political Crisis in Chad?

Human Rights Watch (HRW), June 2009, The Risk of Return: Repatriating the Displaced in the Context of Conflict in Eastern Chad

Humanitarian and Development Partnership Team (HDPT), 14 June 2010, News Bulletin 149 (7-14 June 2010)

Integrated Regional Information Networks (IRIN), 16 May 2008, Aid groups face dilemma over EU protection

Integrated Regional Information Networks (IRIN), 9 March 2010, Hungry season sets in early

International Crisis Group (ICG), 26 August 2009, Tchad: sortir du piège pétrolier

International Crisis Group (ICG), 23 March 2010, Libya/Chad: Beyond political influence

Irish Times, 22 February 2010, Government agrees ceasefire with Darfur's rebel group

Oxfam, April 2009, IDPs in eastern Chad: Is it time to go back home?

Physicians for Human Rights (PHR), May 2009, Nowhere to Turn: Failure to Protect, Support and Assure Justice for Darfuri Women

ReliefWeb, 26 July 2009, Three Chad rebel groups sign peace deal

ReliefWeb, 17 June 2010, Sudan and Chad have deployed joint border force

Reuters, 25 February 2010, One-fifth of Chad's population facing hunger

Small Arms Survey, April 2008, The Chad-Sudan Proxy War and the "Darfurization" of Chad: Myths and Reality

SOS Children's Villages, 6 June 2010, A child is not a soldier, African nations agree

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), August 2009, Arms flows to the conflict in Chad

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), 2 June 2010, World military expenditure increases despite financial crisis

The Fund for Peace, 21 June 2010, Failed States Index

Turtle Bay, 26 May 2010, Peacekeeping pullout imperils refugees

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA), 9 June 2008, Humanitarian Action in Chad - Facts and Figures

Sources:

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA), 20 April 2009, Rapport sur la situation humanitaire (26 Mars - 20 Avril 2009)

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA), 4 May 2009, Rapport sur la situation humanitaire (21 April – 4 May 2009)

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA), 21 June 2009, Consolidated Appeal for Chad, Mid-Year Review, 2009

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA), 30 November 2009, Consolidated Appeal for Chad 2010

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA), 25 May 2010, UN humanitarian chief urges urgent aid for drought affected

UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA), 4 June 2010, Bulletin d'Information Humanitaire

United Nations Children's Fund (UNICEF), 6 June 2010, Central Africa: N'Djamena Child Soldiers Conference

United Nations Development Programme (UNDP), December 2009, Human Development Index Rankings - 2009

United Nations Development Programme (UNDP), 5 January 2010, UNDP supports first forum on reintegrating displaced people in Chad

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), November 2008, Enquête auprès des personnes déplacées internes à l'est du Tchad

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), 9 December 2009, 2010 Country Operations Profile – Chad

United Nations Security Council (UN SC), 14 January 2009, Security Council Resolution 1861

United Nations Security Council (UN SC), 14 October 2009, Report of the UN Secretary-General on MINURCAT

United Nations Security Council (UN SC), 13 April 2010, Report of the Secretary-General on children and armed conflict

United Nations Security Council (UN SC), 29 April 2010, Report of the UN Secretary-General on MINURCAT

United Nations Security Council (UN SC), 25 May 2010, Security Council Resolution 1923

World Bank Group, 20 November 2009, Program Performance Assessment Report - Chad

World Food Programme (WFP), 2 March 2010, Chad Emergency Operation (EMOP) 200112

World Food Programme (WFP), 22 June 2010, Chad: More than half of families at risk of hunger

L'Observatoire des situations de déplacement interne

L'Observatoire des situations de déplacement interne (Internal Displacement Monitoring Centre ou IDMC), mis en place en 1998 par le Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council ou NRC), constitue le principal organisme international surveillant l'évolution des situations de déplacement interne, provoqués par des conflits dans le monde.

Par son travail, l'Observatoire contribue à améliorer les capacités nationales et internationales de protection et d'assistance à des millions de personnes dans le monde qui ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays suite à des conflits ou à des violations des droits de l'homme.

A la demande des Nations Unies, l'Observatoire basé à Genève gère une base de données en ligne qui fournit des informations et des analyses actualisés et complètes relatives aux déplacements internes dans près de cinquante pays.

Sur la base de ses activités de suivi et de recueil de données, l'Observatoire plaide pour des solutions durables à la situation des personnes déplacées qui soient conformes aux normes internationales.

L'Observatoire des situations de déplacements internes mène également des activités de formation visant à renforcer les capacités des acteurs locaux à répondre aux besoins des personnes déplacées.

Pour plus d'informations, consultez le site Internet de l'Observatoire des situations de déplacements internes et la base de données sur www.internal-displacement.org.

Contact:

Nina M. Birkeland
Head of Monitoring and Advocacy
Tél.: +41 (0)22 795 07 34
Email: nina.birkeland@nrc.ch

Laura Perez
Country Analyst
Tel: +1 646 267-1090
Email: laura.perez@nrc.ch

Observatoire des situations de déplacements internes (IDMC)
Norwegian Refugee Council
Chemin de Balxert 7-9
1219 Genève, Suisse
www.internal-displacement.org
Tél: +41 22 799 0700
Fax: +41 22 799 0701